



Seul le texte prononcé fait foi

22^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Segment de haut niveau

Déclaration de Monsieur

JEAN ASSELBORN

**Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
du Grand-Duché de Luxembourg**

Genève, le 26 février 2013

Monsieur le Président,
Madame le Haut-Commissaire aux droits de l'homme,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur et un plaisir d'être avec vous aujourd'hui et de m'exprimer devant le Conseil des droits de l'homme.

Les droits de l'homme sont universels, indivisibles et communs à toutes les régions et cultures du monde. Notre engagement pour les droits de l'homme doit aller au-delà des paroles et des déclarations solennelles. Il doit se traduire dans les actes et la mise en œuvre pratique de nos obligations. Voilà pourquoi, s'agissant de la protection et de la promotion des droits de l'homme qui constituent l'un des axes primordiaux dans la politique étrangère luxembourgeoise, je continue à placer un grand espoir dans l'efficacité des travaux du Conseil des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Depuis le 1^{er} janvier dernier, le Luxembourg a l'honneur de siéger en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité. A ce titre, en tant que défenseur fervent d'un multilatéralisme efficace avec les Nations Unies en son cœur, mon pays œuvre et œuvrera au sein du Conseil de sécurité, afin d'apporter sa pleine contribution au renforcement mutuel des trois piliers principaux de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement, mais aussi les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit.

A cet égard nous sommes guidés par ce constat fondamental de Kofi Annan – qui constitue désormais un axiome de base de la diplomatie grand-ducale - selon lequel il ne saurait y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité, le tout étant encadré par le respect des droits de l'homme et la garantie de l'Etat de droit.

Hélas, l'actualité nous rappelle qu'il y a encore un long chemin tortueux à parcourir. Aujourd'hui et ici, je pense surtout à toutes les victimes innocentes des conflits, aux femmes dont les droits élémentaires sont bafoués, aux enfants qu'on enrôle de force dans les armées et aux plus pauvres dont la dignité n'est pas respectée.

Je pense d'abord aux souffrances du **peuple syrien**, victime d'un conflit sanglant qui sévit depuis deux ans. A de multiples reprises, le Luxembourg a condamné les attaques aveugles et brutales contre la population civiles. Il faut mettre fin à cet horrible bain de sang.

Aujourd'hui, il est crucial de trouver une réponse urgente à la crise qui frappe le pays. Nous appelons de nos vœux qu'un véritable dialogue politique soit lancé sans tarder afin d'ouvrir la voie à une transition conforme aux aspirations démocratiques des Syriens. Certaines évolutions récentes me semblent constituer un signal fort dans cette direction.

La situation humanitaire qui prévaut en Syrie est dramatique et se détériore de jour en jour. Lors de la récente conférence des donateurs sur la Syrie au Koweït, le Luxembourg a ajouté sa voix à celle des pays qui appellent toutes les parties au conflit à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire, à garantir l'accès médical et à protéger les professionnels des soins de santé et les installations médicales. De même, les écoles et le personnel enseignant doivent être protégés. L'assistance doit parvenir à tous ceux qui en ont besoin, indépendamment de leur affiliation politique, religieuse ou culturelle, tout en mettant tout en œuvre afin de garantir la sécurité des prestataires de l'aide humanitaire.

Je suis convaincu que les responsables des violences effroyables, des crimes de guerre, des violations graves des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité commis en Syrie devront un jour en rendre compte. Voilà pourquoi le Luxembourg s'est associé à une cinquantaine d'autres Etats pour demander que le dossier sur la situation syrienne soit déféré à la Cour Pénale Internationale, signe fort qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour les crimes les plus graves.

Année après année, nous exprimons dans cette enceinte l'espoir de voir la paix s'installer au **Proche-Orient**. Nous appelons de nos vœux une solution fondée sur la coexistence de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité. Nous exhortons les parties à prendre leurs responsabilités et à créer par leurs actions le cadre pour un règlement durable du conflit.

A ce jour, ces appels sont restés largement vains.

Il importe à ce jour, pour les deux parties, de faire preuve de détermination et de courage, de calme et de retenue, et d'agir en conformité avec le droit international en vue de rendre possible une solution politique durable. D'où aussi l'importance de mettre fin à toutes les activités israéliennes d'implantation de colonies de peuplement, ainsi que le préconise le rapport d'experts indépendants chargés d'étudier les effets des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens occupés. Elles sont illégales, contraires au droit international et

constituent un obstacle majeur à la paix. Il s'agit d'une humiliation permanente pour le peuple palestinien. Je réitère mon invitation aux autorités israéliennes à mettre fin à ces constructions et à ce blocage qui favorisent le développement des extrémismes dans la région, tout en mettant en péril la création d'un Etat palestinien viable.

En soutenant la récente résolution de l'Assemblée générale sur le statut de la Palestine, le Luxembourg a appuyé un signal fort de la communauté internationale. Plus que jamais, la paix devrait constituer une ardente obligation pour toutes les parties à ce conflit qui n'a que trop duré.

Monsieur le Président,

Le **Mali** est un pays ami, avec lequel mon pays, le Luxembourg, entretient des relations d'amitié et de partenariat de longue date. Je voudrais rappeler ici que le Luxembourg était l'un des rares pays à soutenir des projets de développement dans le nord du pays, à Kidal notamment. Des projets culturels avaient vu le jour également, notamment dans le but de protéger le trésor culturel que constituent les Manuscrits de Tombouctou.

A l'heure actuelle, la situation au Mali est une source d'inquiétude pour nous tous. Les risques qui pèsent sur le Mali dépassent les frontières maliennes. Il s'agit clairement d'une menace à la paix et à la sécurité internationales, face à laquelle nous ne pouvons pas rester indifférents.

En tant que partenaire responsable et solidaire, le Luxembourg contribuera de façon substantielle, à hauteur de 4 millions d'euros, au Fonds mis en place par l'ONU sur base de la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU. Il sera complété par l'engagement luxembourgeois en faveur de l'opération de formation des forces armées maliennes mise en place dans le cadre de l'Union européenne. Cette formation comprendra une forte composante « droits de l'homme ». Soucieux de voir les droits de l'homme et l'Etat de droit établis sur l'ensemble du territoire malien, et ce dans les meilleurs délais, le Luxembourg appuie le déploiement rapide des moniteurs de droits de l'homme du HCDH au Sud comme au Nord du Mali, notamment pour prévenir toutes les exactions et toutes les représailles. Il est prêt à l'associer au financement de cette action d'urgence conduite par le Haut-Commissariat dans des conditions matérielles et de sécurité difficiles.

J'aimerais encore ajouter quelques mots d'encouragements à l'attention des autorités birmanes. Le Luxembourg suit avec beaucoup d'espoir les développements politiques récents au Myanmar, même si beaucoup reste encore à faire. J'ai rencontré il y a deux semaines à Luxembourg mon homologue du Myanmar et j'aimerais saisir la tribune qui m'est offerte pour réaffirmer notre volonté d'accompagner leurs efforts.

Monsieur le Président,

La promotion et la protection des **droits des femmes** restent une priorité pour le Luxembourg. J'encourage fermement tous les efforts, afin de lutter contre les discriminations persistantes à l'égard des femmes, que ce soit en droit ou en pratique.

S'agissant de la violence sexuelle, je m'insurge contre ce fléau endémique en particulier dans le contexte des conflits en cours : c'est un phénomène qui doit être combattu avec beaucoup d'énergie et détermination.

Le Luxembourg attache également une grande importance aux **droits des enfants**. A cet égard, je voudrais insister plus particulièrement sur la situation des enfants en période de conflit armé qui doit nous interpeller au premier chef. Aujourd'hui, notre conscience est révoltée devant le constat que des enfants continuent à être enrégimentés pour faire la guerre ou en tant qu'esclaves sexuels : ils sont les premières victimes de la guerre, que ce soit en Syrie, mais aussi au Nord du Mali, au Darfour, dans l'Est de la République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans d'autres situations de crise. En tant que président du groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants en période de conflit armé, le Luxembourg s'engage de manière volontariste avec les autres membres du Conseil pour combattre ce fléau.

Monsieur le Président,

La **lutte contre la pauvreté** dans ses multiples dimensions est aujourd'hui l'un des défis principaux en matière de protection des droits de l'homme. Le respect de la dignité humaine implique aussi la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels. Ces droits, nous devons les promouvoir au même titre que les droits civils et politiques et je citerai au premier chef le droit à une alimentation suffisante et à une eau potable propre.

Notre action en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme se place également dans le contexte de la lutte contre la pauvreté et pour la promotion d'un développement durable. Depuis l'an 2000, le Luxembourg a atteint l'objectif fixé par les Nations Unies et depuis 2009, cette aide a dépassé 1% de notre RNB. Malgré les contraintes budgétaires, le Gouvernement luxembourgeois est déterminé à maintenir cet effort et il lance un appel, afin que d'autres Etats avancent sur la même voie.

Alors que les contours de l'agenda de développement post-2015 commencent à se dessiner, mon pays plaide en faveur d'une approche du développement fondée sur la lutte contre la pauvreté, tout en y intégrant la dimension de la protection et de la promotion des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Il va de soi que l'engagement de mon pays en matière de droits de l'homme passe également par un important **travail interne**. Depuis 2010, mon pays a ratifié un grand nombre d'instruments internationaux en matière des droits de l'homme¹. Plus récemment, le Luxembourg, profondément attaché à la lutte contre l'impunité, est devenu le quatrième Etat partie à avoir ratifié l'ensemble des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la Conférence de révision de Kampala.

Monsieur le Président,

Il y a peine un mois, le Luxembourg a présenté son deuxième rapport national sur les droits de l'homme dans le cadre de l'**examen périodique universel**.

Instrument essentiel pour partager les meilleurs pratiques en matière de droits de l'homme dans le monde, tout comme pour promouvoir une amélioration continue du respect des droits de l'homme sur le terrain, l'EPU reste à nos yeux un outil indispensable et irremplaçable. Voilà pourquoi, mon pays attache une importance cruciale au respect de l'intégrité du processus de l'EPU par l'ensemble des Etats membres.

Suite à notre examen national, nous reconnaissons volontiers les défis à relever sur le plan interne. Dès à présent, le Luxembourg a pu marquer son accord sur la très grande majorité des observations et recommandations et il ne ménagera aucun effort dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi. Dès cette semaine, le Gouvernement luxembourgeois mettra en place un effort concerté de l'administration luxembourgeoise, afin d'adopter les législations et prendre les mesures indispensables en vue de mettre en œuvre les recommandations issues du

¹ Le Protocole facultatif à la Convention contre la torture, la convention internationale sur les droits des personnes handicapées et son protocole facultatif, ainsi que dans le domaine des droits de l'enfant, le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. De plus, il entend ratifier avant la fin de cette législature le 3^e Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et la Convention internationale sur les disparitions forcées.

processus de l'EPU et ce dans le cadre d'une véritable approche nationale d'ensemble en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Un rapport intérimaire sur les avancées obtenues sera présenté en 2015.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais pas clôturer mon intervention sans réitérer toute ma confiance à notre Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Alors que l'année 2013 marque le 20^e anniversaire de la création du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, je souhaite qu'à la tête de cette institution, elle continue à lui donner la vigueur et l'impulsion que la situation des droits de l'homme requiert en permanence. Nous appuyons vivement son appel à doter le Haut-Commissariat de moyens financiers adaptés à sa mission tout en soulignant que le respect de **l'indépendance de l'institution** qu'elle dirige reste, plus que jamais, une condition essentielle de son efficacité et de sa crédibilité.

Je vous remercie.